



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 16/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FICOFI / TWINS

Chemin de Bâche de l'eau
33700 Mérignac

Références : 2025-779
Code AIOT : 0100016268

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2025 dans l'établissement FICOFI / TWINS implanté Chemin de Bâche de l'eau 33700 Mérignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection visait à vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FICOFI / TWINS
- Chemin de Bâche de l'eau 33700 Mérignac
- Code AIOT : 0100016268
- Régime : Déclaration avec contrôle

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Twins est un entrepôt réfrigéré destiné au stockage de vin, soumis à déclaration sous la rubrique 1511. Il faisait initialement partie d'un projet conjoint avec la société Ficofi, dont cette dernière s'est retirée. La construction de l'entrepôt, non encore livré, et l'aménagement du terrain, sont assurés par l'entreprise Atlantique Garonne Constructions (AGC), filiale du groupe Cassous. L'arrêté de prescriptions spéciales du 24 mars 2023, qui vise les sociétés Twins et Ficofi, établit des dérogations aux prescriptions génériques de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 mars 2014 applicable aux activités classées sous la rubrique 1511.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au regard des constats opérés lors de cette inspection, l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 mars 2023 nécessitera d'être actualisé afin d'intégrer les modifications du site une fois la modification de la déclaration effectuée par la société TWINS (cf. point de contrôle n°1).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Accessibilité – Voie engins	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article Annexe I article 3.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9	Sans objet
2	Prescription spécifique : implantation	Arrêté Préfectoral du 24/03/2023, article Article 2	Sans objet
3	Système d'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 24/03/2023, article Article 3	Sans objet
4	Défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/03/2023, article Article 5	Sans objet
5	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article Annexe I article 3.2.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2023, mais également le fait que le projet a sensiblement été modifié par le retrait de la société Ficofi, ce qui pose notamment une question sur la circulation périphérique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE
Prescription contrôlée : Depuis la publication du décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16 octobre 2007) créant le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, la nomenclature des installations classées est constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement. L'établissement est déclaré sous la rubrique 1511.
Constats : Une installation visée par la rubrique 1511 a fait l'objet d'une déclaration le 17 février 2023, visant FICOFI comme entité exploitante (SIRET 403 473 267 00074). Un porter à connaissance, également daté du 17 février 2023, présente « un site de stockage et négoce de vins » construit par la société AGC et « séparé en deux cellules exploitées par deux entités distinctes : FICOFI et TWINS ». La société AGC est le promoteur et aménageur qui a initialement acquis le terrain et fait construire les installations industrielles. L'arrêté préfectoral du 24 mars 2023 présente les sociétés FICOFI et TWINS comme co-exploitantes d'un unique établissement, soumis à déclaration sous la rubrique 1511. L'inspection et l'entretien avec les représentants d'AGC a permis d'établir les faits suivants. D'une part, qu'il s'agissait dans le projet de deux installations distinctes exploitées par deux entités distinctes (aucune ne voulant assumer de responsabilité par rapport à l'exploitation de l'autre) sises dans deux propriétés voisines mais également distinctes. D'autre part, que la société FICOFI s'est retirée du projet et que sa partie de l'entrepôt n'a pas été construite. Ainsi, au jour de l'inspection, le site est occupé par une parcelle appartenant à TWINS comprenant un entrepôt destiné à être exploité par TWINS, et une parcelle voisine appartenant à AGC non construite, hormis des voies de circulation et utilités diverses. L'entrepôt de TWINS était construit et complètement équipé au jour de l'inspection, mais vide de tout stockage et pas encore livré à son commanditaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société TWINS dépose, avant le début de l'exploitation, une déclaration de modification (AOIT 0100014790) de son activité classée en son nom et portant sur l'installation qu'elle exploite sur son terrain. Cette déclaration sera le cas échéant assortie des demandes d'aménagements aux prescriptions générales applicables éventuellement nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prescription spécifique : implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2023, article Article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Prescription contrôlée :

<p>« Compte tenu d'une protection par sprinklage couvrant tout l'entrepôt et considérant que l'entrepôt aura une hauteur de 13,5 mètres, la distance séparant les parois extérieures des cellules de stockage et de l'enceinte du site est ramenée à 13,5 mètres.</p> <p>Cette distance n'est cependant pas respectée au niveau des façades Nord et Sud du site.</p> <p>En compensation, l'exploitant met en place des murs extérieurs sur l'ensemble des façades de son entrepôt de qualité coupe-feu REI 120 (à l'exception de la façade des quais). [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les quatre façades de l'unique cellule de l'entrepôt TWINS sont construites en piliers béton autostables et murs béton sur une hauteur de 3,5 mètres, puis bardage coupe-feu 2h, à la seule exception des portes des quais et de la porte d'accès de plain-pied, ce qui répond à la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans le cadre du récolement aux prescriptions prévu par l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2023, dû dans un délai de six mois après la mise en service de l'entrepôt, l'exploitant réunit et conserve les documents justifiant du caractère coupe-feu des murs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2023, article Article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« En sus des dispositions déjà applicables, l'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie et comportant au minimum les matériels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une installation d'extinction automatique (...); - une détection automatique d'incendie (...). <p>»</p>
<p>Constats :</p> <p>L'unique cellule est pourvue d'une système de sprinklage et de détecteurs d'incendie. L'entrepôt n'étant pas encore en exploitation ni livré à son futur exploitant, la transmission de l'alarme à l'exploitant et la télésurveillance n'ont pas été inspectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2023, article Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée :

« En sus des dispositions déjà applicables, les besoins en eau pour assurer la défense contre un incendie susceptible de survenir de [sic] l'entrepôt doivent être <i>a minima</i> de 360 m ³ /h pendant une durée minimale de deux heures. (...) »
<p>Constats :</p> <p>Le promoteur indique que l'établissement est censé disposer d'une poteau incendie (PI) public et de deux PI privés, débitant chacun 120 m³/h. Toutefois, les tests montrent que les deux PI privés ne peuvent délivrer cette quantité d'eau, ce que le promoteur impute au diamètre insuffisant des canalisations reliant le réseau public à l'établissement. Pour pallier ce manque, le promoteur a doté le site d'un bassin d'eau d'extinction de 480 m³ pourvu de deux prises d'aspiration de 100 mm, ce qui suffit à assurer les besoins nécessaires.</p> <p>Ce nouveau bassin d'eau se trouve sur la parcelle AC 761, aujourd'hui propriété de l'association syndicale libre (ASL) du groupement foncier qui regroupe les deux terrains mitoyens susvisés, dont le promoteur a transmis une copie de statuts à l'inspection. Le propriétaire de chaque terrain doit obligatoirement faire partie de l'ASL, dont la raison d'être est l'appropriation et l'entretien des équipements et espaces communs aux deux établissements situés sur la parcelle 761.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant porte à la connaissance de l'administration cette modification de son installation, au besoin dans le cadre de la déclaration susvisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article Annexe I article 3.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>On entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les dimensions de cet accès ne sont pas inférieures à celles de la voie « engins » définie au 3.2.2. Cet accès peut être ouvert sur demande des services d'incendie et de secours. (...) »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'accès à l'établissement se fait au travers de la parcelle AC 761 susmentionnée, ce qui correspond aux prescriptions d'accessibilité, sous réserve que l'accès à la parcelle AC 759 qui accueille l'installation TWINS soit autonome et suffisamment dimensionné : l'inspection en phase de chantier n'a pas permis de constater les limites cadastrales sur le terrain.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précise les caractéristiques de l'accès à l'établissement depuis la parcelle commune AC 761. Si l'accès nécessite certaines dispositions de la part du propriétaire de la parcelle AC 760, une demande d'aménagements aux prescriptions générales devra être demandée, au besoin dans le cadre de la déclaration susvisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Accessibilité – Voie engins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article Annexe I article 3.2.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Voie engins</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'entrepôt et des bâtiments accolés et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du stockage ou occupée par les eaux d'extinction. (...) »</p> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'entrepôt et des bâtiments accolés et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. »</p>
<p>Constats :</p> <p>La voie engins autour de l'entrepôt TWINS contourne la totalité de l'entrepôt en passant sur la parcelle voisine. Les deux propriétés sont grillagées, un portail se trouvant en travers de cette voie engin à la limite entre les propriétés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie qu'il dispose d'un accès légal à la parcelle voisine (convention ou tout autre document probant) et d'un moyen d'ouvrir le portail susmentionné à tout moment. Cette situation doit faire l'objet d'une demande d'aménagement des prescriptions générales, au besoin dans le cadre de la déclaration susvisée.</p> <p>A défaut d'accès à la parcelle voisine, l'extrémité de la voie engins devra être considérée comme une impasse et respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel applicables.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>